Civilisations

Revue internationale d'anthropologie et de sciences humaines

54 | 2006

Expériences de recherche en République démocratique du Congo

La collecte des sources orales

Expériences d'enquêtes relatives au conflit Katangais-Kasaïens du Katanga (1991-1994)

Donatien Dibwe

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/civilisations/313>

DOI : 10.4000/civilisations.313

ISSN : 2032-0442

Éditeur

Institut de sociologie de l'Université Libre de Bruxelles

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2006

Pagination : 45-55

ISBN : 2-87263-006-6

ISSN : 0009-8140

Référence électronique

Donatien Dibwe, « La collecte des sources orales », *Civilisations* [En ligne], 54 | 2006, mis en ligne le 01 avril 2009, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/civilisations/313> ; DOI : 10.4000/civilisations.313

La collecte des sources orales
Expériences d'enquêtes relatives
au conflit Katangais-Kasaïens du Katanga (1991-1994)

Donatien DIBWE

Résumé : *Les récits de vie, devenus incontournables dans l'histoire immédiate, permettent de compléter, de corriger et d'enrichir l'histoire écrite. Le rôle qu'ils jouent dans la reconstitution du passé est certain dans un pays affecté, entre autres, par la carence de la documentation écrite sur la période récente et par la déperdition de la tradition archivistique. Cependant, le subjectivisme auquel sont exposés les enquêteurs et enquêtrices et la vérité relative des témoignages oraux constituent les limites de cette démarche. Nous exposons au long de cette étude la méthodologie d'enquête employée pour récolter des sources orales sur le conflit Katangais-Kasaïens. La méfiance de la plupart des enquêté(e)s face aux enquêteurs et enquêtrices, la conjoncture politique du pays caractérisée par l'absence de liberté d'expression et par les problèmes identitaires, la motivation de l'informateur, etc. constituent autant de problèmes rencontrés sur le terrain. Ces difficultés non seulement poussent les enquêteurs à recourir aux réseaux d'informateurs, souvent tributaires de l'ethnie, mais aussi expliquent le côté « caméléon » de beaucoup d'informateurs. L'abus dans ce contexte peut déboucher sur des résultats biaisés. Le « conflit » Katangais-Kasaïens entre dans les thèmes délicats à traiter, car les résultats ne sauraient satisfaire les deux parties antagonistes.*

Mots-clés : conflit, ethnicité, oralité, mémoire, Lubumbashi.

Summary: *Life stories help complete, correct and enrich written history. They have become unavoidable in the immediate history approach. They play an important role in reconstructing the past in a country lacking written documents on the recent past and where the practice of maintaining archives is disappearing. Nonetheless, the subjectivity to which researchers are confronted and the relative character of truth attached to oral accounts handicaps the approach. This contribution outlines the techniques used to gather oral testimonies about the conflict between Katangese and Kasaiens. The distrust felt by most interviewees vis-à-vis researchers, their motivations and the political climate characterised by a lack of freedom of expression and problems of identity are among the problems that researchers have to deal with. These difficulties help explain why researchers rely on networks of informants, and partially account for the constant re-positioning of persons being interviewed. Results can be biased if these problems are not addressed. The Katangese-Kasaien conflict is clearly a delicate research subject because results will always be criticised by one of the two antagonists.*

Key words: conflict, ethnicity, orality, memory, Lubumbashi.

Introduction : les sources orales

Dans le cadre de l'histoire immédiate, les récits de vie sont devenus incontournables. Le mérite de cette démarche est de confronter les sources écrites aux sources orales pour la reconstitution des faits tels qu'ils se sont passés et non tels qu'ils ont été perçus. Confronter l'histoire immédiate à l'histoire officielle permet non seulement de remettre cette dernière en question, de la corriger voire de la compléter, mais aussi de contourner la difficulté, non négligeable en RDC, du manque de documentation écrite fiable. Au lendemain de l'indépendance du Congo, les initiateurs de l'histoire immédiate, notamment Benoît Verhagen (Omasombo 1993), ont glané des informations orales auprès des acteurs politiques en vue de tisser l'histoire politique du Congo.

Cependant, cette démarche a ses limites : les différents témoignages ne sont pas des vérités absolues et les enquêteurs et enquêtrices sont exposés à un certain subjectivisme. L'auteur Muya bia Lushiku a mis en évidence d'autres faiblesses propres à cette méthode de recherche : « les limites du communicable, l'absence de quelques documents essentiels, le choix des informateurs, le degré d'objectivité du chercheur et du sujet historique » (1985 : 10). Comme pour les sources écrites, le chercheur doit faire appel à l'arme critique.

Les documents d'archives que les colonisateurs ont élaborés et laissés n'avaient pas couvert tous les domaines de la vie ni touché de façon exhaustive toutes les catégories socioprofessionnelles. Des pans entiers de l'histoire congolaise ont ainsi été occultés. La méthode des enquêtes orales offre une possibilité de combler ce vide dans les écrits historiques. Il s'agit dès lors de reconstituer l'histoire sociale telle que vécue par les informateurs eux-mêmes et non pas telle que perçue par les historiens ou autres auteurs d'ouvrages ou de documents d'archives. Car, par exemple, comme le note Muteba Kabemba Nsuya, « le point de vue européen (...) est souvent injuste ou incomplet et interprète parfois très mal le comportement et les réactions des Africains » (1976 : 143).

Depuis 1991, nous nous sommes investi dans la récolte de sources orales auprès des témoins de deux groupes antagonistes, les Katangais et les Kasaiens du Katanga. Notre objectif n'est pas d'exhumer ici les tensions qui ont émaillé l'histoire de la RDC et de la province du Katanga en particulier au cours de la dernière décennie du vingtième siècle. Nous analysons les différents mécanismes de paix que la société peut sécréter en vue de ramener les deux communautés hostiles à harmoniser de nouveau leurs relations et d'entretenir et de maintenir la paix. Nous voulons dans cette contribution partager notre expérience de plus de dix ans de terrain. Nous mettrons l'accent spécialement sur la méthodologie d'enquête et sur les différents problèmes rencontrés.

La logique des réseaux d'informateurs tributaire de l'ethnie

Pour aborder la mémoire, nous avons récolté des récits de vie et des témoignages oraux de la population ciblée. La conjoncture politique au Congo est telle que la plupart des gens se méfient de toute enquête et des enquêteurs. Cette situation pousse parfois les enquêteurs à sélectionner les informateurs. Généralement, ils commencent par leurs connaissances, ce qui permet aux enquêtés de se sentir suffisamment à l'aise et libres de répondre sans arrière-pensée aux questions qui leur sont posées.

En ce qui concerne les enquêtes sur le conflit Katangais-Kasaïens, il importe de noter qu'il existe aussi bien des extrémistes que des modérés dans chaque groupe. Les modérés ne posent généralement pas beaucoup de problèmes pour réaliser un entretien. Néanmoins, dans ce climat de tension, une enquête n'est pas toujours la bienvenue. L'esprit de méfiance a même biaisé les résultats du recensement effectué au cours de cette période de troubles politiques, puisque les originaires du Kasaï pensaient que les agents recenseurs, pour la plupart originaires du Katanga, voulaient non seulement se rendre compte de leur nombre, mais aussi de l'emplacement de leurs domiciles pour mieux les attaquer au moment opportun. Que dire alors du sort réservé aux enquêtes sur la relecture des rapports entre les deux groupes antagonistes ?

Face à cette situation et pour contourner la méfiance, les enquêteurs étaient contraints de ne poser des questions qu'aux ressortissants de leurs ethnies ou provinces respectives : les enquêteurs d'origine kasaïenne interviewaient les originaires de la province du Kasaï tandis que ceux d'origine katangaise posaient leurs questions aux Katangais. Les informateurs, devenus par le fait les avocats de leurs groupes respectifs, s'ouvraient alors facilement à leurs « frères » de tribu ou de province. L'entretien était ainsi devenu une occasion pour les vieux de raconter leur histoire aux jeunes de leur tendance, non seulement pour justifier le comportement de leur groupe vis-à-vis de l'autre, mais aussi pour leur inculquer leur idéologie et les faire adhérer à leur cause.

Ainsi le narrateur rapporte les faits selon qu'il est d'origine katangaise ou kasaïenne. L'informateur, quelle que soit son origine, aborde généralement les points suivants : la déclinaison de ses identités multiples d'appartenance provinciale, ethnique, tribale ou clanique (« comme vous le savez, je suis originaire de la province de ..., de la tribu de ..., dans le territoire de ..., collectivité de ... »). Vient ensuite la description de son enfance (année de naissance, taille de sa famille, état matrimonial au départ de son village, etc.), de son parcours migratoire (recrutement et arrivée en milieu urbain, sa prise en charge par les membres de son clan ou de son ethnie; le travail, le logement); sa vie dans le camp; ses relations aussi bien avec ses « frères » de tribu qu'avec les autres amis des autres tribus; sa catégorie professionnelle; etc. Il entame ensuite le volet important, celui de justifier pourquoi les gens de telle ou telle province sont nombreux ou peu nombreux à occuper les postes à responsabilité au sein des grandes entreprises de la place. C'est ici que la plupart des vieux informateurs, originaires du Kasaï, empruntent le discours colonial d'exclusion construit sur les défauts qui caractériseraient la population katangaise autochtone et qui constitueraient un frein au développement de la province du Katanga : « les Katangais originaires du Sud sont un peuple chétif, malade, rongé par la famine, miné par des maladies endémiques et épidémiques, donc incapables de faire face à un travail dur et productif ». Le rapport annuel médical (1945 : 43) de l'Union Minière du Haut-Katanga de 1945 classe les populations du Sud du Katanga parmi les populations primitives, caractérisées par des mœurs incultes, le dénuement, la malpropreté et une humanité misérable.

Les informateurs d'origine katangaise justifient leur marginalisation par la stratégie mise sur pied par le colonisateur pour écarter les originaires du Katanga et se servir des originaires du Kasaï pour exploiter les richesses du Katanga. Cette marginalisation se trouve résumée dans cette citation empruntée au journal hebdomadaire *Mukuba* (édition n° 90 du 24-29 juillet 1995) : « Ce sont les enfants des Kasaïens qui étudiaient compte tenu des statuts de leurs parents au sein de l'Union Minière du Haut-Katanga. Et, au fil des années, les Kasaïens étaient devenus non seulement nombreux, mais avec au moins le

même niveau de vie que les autochtones grâce à leur situation sociale et matérielle dans laquelle le colonisateur les avait placés. Devenus puissants économiquement, les Kasaiens occupent tous les postes de responsabilité dans toutes les entreprises du Katanga. D'où le début de l'antipathie du Katangais à leur égard ». De plus, au régime colonial a succédé le régime de Mobutu qui s'est servi des mêmes instruments d'exploitation (entendez les originaires du Kasai) pour continuer l'œuvre coloniale, c'est-à-dire l'exploitation des richesses du Katanga. Enfin, certains informateurs katangais terminaient leur récit en évoquant l'esprit dominateur caractéristique des originaires du Kasai.

L'enquêteur laisse parler son informateur katangais ou kasaien, mais le guide, quand cela s'avère nécessaire, vers l'objet de son étude. A la fin de l'entretien, l'enquêteur pose la question de savoir si son informateur peut le recommander à un ami ou un frère capable de lui fournir d'autres informations. C'est souvent avec empathie que ce dernier, selon son statut social dans son association socioculturelle, son ancienneté dans la ville ou encore son niveau d'instruction, donne les coordonnées personnelles de l'interlocuteur qu'il croit capable de fournir les informations pertinentes. Ainsi, à la fin de l'enquête, l'enquêteur se retrouve avec un nombre impressionnant d'informateurs appartenant à un même réseau ethnique, tribal ou provincial.

Il arrive que l'enquêteur tombe sur des personnes modérées, le plus souvent des gens instruits. Ici, le réseau d'informateurs n'est pas totalement tributaire de l'ethnie, mais surtout de l'association professionnelle ou ludique (football, loisir, etc.), un espace généralement dépourvu de considérations tribales, ethniques ou provinciales. Dans ce cas, l'enquêteur dispose des points de vue provenant non seulement des gens de deux groupes antagonistes, mais aussi des autres ethnies ou tribus non originaires de la province du Katanga.

Tous les informateurs katangais et kasaiens n'affichent pas le même discours face aux enquêteurs. En effet, les Luba du Kasai se considèrent, par exemple, comme la seule cible des Katangais. Les autres ethnies originaires du Kasai ont été, à leurs yeux, refoulés par accident. L'expression même d'« épuration ethnique » employée par certains auteurs indique comment ceux-ci réduisent le conflit Katangais-Kasaiens à un simple conflit ethnique opposant les Luba du Kasai aux originaires du Katanga en général et aux Luba du Katanga en particulier (Bakajika Banjikila 1997, Kayembe Kabemba 2000, Kankonde Luteke 1997).

Il ne paraît pas futile de saisir le conflit « Katangais/Kasaiens » sous l'aspect d'un « roman familial », [...] car il restitue, dans un langage subtil, les paradigmes d'une lutte fraternelle. A sonder les mobiles de la « haine » vouée au « Kasaien », l'on découvre un fait stupéfiant : le prétendu clivage identitaire katango-kasaien n'est en réalité qu'une joute hégémonique entre les « Luba-Shankadi » et les « Luba-Lubilanji » (Kayembe Kabemba 2000).

Certains de nos informateurs, originaires de la province du Kasai, considèrent quant à eux les Luba-Kasai comme responsables des incidents malheureux qu'ils ont vécus au Katanga :

Le Kasaien, c'est-à-dire le Luba du Kasai, est mauvais. Il est orgueilleux. Il veut s'appropriier tout. Il est malhonnête. Il est aussi tribaliste. C'est bien lui qui n'a cessé de frustrer les Katangais depuis qu'il est arrivé au Katanga. Bien plus, il a terni l'image de tous les originaires du Kasai. Le Kasai n'est pas seulement habité par les Luba du Kasai, mais aussi par d'autres ethnies dont je suis ressortissant. Les

Luba du Kasai ne sont pas vomis seulement au Katanga, mais aussi au Kasai. Le jour où ils [les Luba du Kasai] réussiront à occuper tous les postes de responsabilité au Katanga, cette province deviendra leur colonie¹.

Dans une lettre adressée au vice-premier ministre chargé de l'Intérieur et des Affaires coutumières, relative à l'affectation des travailleurs de la Société nationale de chemins de fer du Congo (SNCC) non originaires vers le Kasai occidental, les ressortissants de cette province au Katanga notent ce qui suit concernant les Luba du Kasai :

Dans l'ensemble donc, les représailles socioprofessionnelles des Katangais ont frappé particulièrement les deux Kasai, et ce dans tous les secteurs vitaux. Même les tribus innocentes, qui n'ont pas d'intérêt politique direct au Katanga, sont traitées au même titre que les instigateurs luba [...]. Raison pour laquelle nous nous inscrivons en faux contre la politique consistant à injecter malicieusement au Kasai occidental ceux-là mêmes qui sont considérés comme des indésirables en mal d'une terre d'asile. Les ressortissants du Kasai oriental, essentiellement les Luba, posent déjà au Kasai occidental des problèmes analogues à ceux qu'ils posent actuellement au Katanga².

L'identité katangaise a elle aussi un caractère de façade et est donc fragile. Après la déchéance et l'expulsion de milliers des Kasaiens, le partage inégal des postes à responsabilité entre les originaires de la province du Katanga a débouché sur le conflit Nord Katanga – Sud Katanga opposant les originaires du Sud à ceux du Nord. A titre d'exemple, sur 32 chefs de division du Katanga, on comptait 17 Luba du Katanga, 5 Hemba, 5 du Lualaba, 2 du Haut-Katanga, 1 Songye du Katanga et 1 du Kivu. Les Sudistes lésés, surtout ceux du Haut-Katanga, qui voudraient se débarrasser des Nordistes gourmands et expansionnistes (entendez ici surtout les Luba du Katanga) réclament le découpage du Katanga (Dibwe 1999 : 495-496).

Ces exemples montrent suffisamment que les positions des informateurs tant kasaiens que katangais diffèrent d'une tribu à l'autre. Le point de vue d'un Luba du Kasai peut être différent de celui d'un Kanyoka ou d'un Lulua, par exemple alors qu'ils sont tous originaires du Kasai. Il en est de même du côté katangais où l'attitude d'un Luba du Katanga (nordiste), par exemple, ne sera pas la même que celle d'un Bemba ou un Lamba (sudiste).

L'entretien est soit enregistré, si l'informateur y consent, soit mis par écrit dans un carnet de notes. Il s'effectue généralement en swahili, rarement en français. Dans le premier cas, l'enquêteur le traduit et le transcrit en français littéral afin d'être le plus fidèle au sens du témoignage recueilli. La plupart des informateurs préfèrent garder l'anonymat pour éviter des problèmes avec le pouvoir en place.

Comme nous devons nous y attendre, nous sommes confronté à la divergence des versions données par les informateurs des groupes antagonistes sur le thème de l'enquête. Cette situation est due à des raisons d'ordre politique, idéologique et tribal. De telles situations nous contraignent à recourir d'une part aux témoignages des informateurs des groupes non antagonistes, c'est-à-dire autres que Katangais ou Kasaiens et, d'autre part,

1. Un informateur d'ethnie kanyoka, 76 ans. Interview accordée le 25 juillet 1993 à Lubumbashi.

2. Communauté du Kasai occidental au Katanga, « Non aux affectations des non originaires vers le Kasai occidental », lettre n° 0704/LBB/CKOCC/93 adressée au vice-premier ministre chargé de l'Intérieur et des Affaires coutumières en date du 24 mai 1993, document 24 (Kaumba et Ngoy 1995 : 165).

à l'histoire, aux renseignements écrits sur la période au cours de laquelle l'événement a eu lieu (Vansina 1992 : 41-49). Le plus souvent, nous prenons nous-mêmes position après une analyse critique et justifions notre choix.

L'informateur caméléon

Les difficultés ne manquent pas dans la récolte des données orales. Cependant, l'attitude de l'historien doit être la même aussi bien face aux sources orales qu'écrites. Le discours de l'informateur peut varier selon l'identité de l'enquêteur et le type de relations qui lie le narrateur à l'enquêteur. Les informations et les interprétations que le narrateur fournit à l'enquêteur pendant la reconstruction de son passé dépendent aussi du contexte temporel et spatial dans lequel le narrateur se trouve. Actuellement, les Congolais donnent plus aisément leurs impressions sur le régime déchu de Mobutu que sur celui de Kabila père ou fils. L'absence de liberté d'expression fait que l'informateur n'est pas habilité à partager ses opinions avec l'enquêteur. Il est contraint de s'adapter au milieu, à l'environnement et au temps. Il attendra le moment opportun, lorsqu'il se sentira hors de danger soit par la distance qui le sépare de son pays (c'est le cas des réfugiés ou des exilés), soit par le temps écoulé entre le moment de l'incident et celui l'entretien. Le régime de Mobutu étant révolu, rien n'empêche l'informateur d'exprimer librement ses avis, jugements et sentiments sur ledit régime qui ne fait plus peur. Mais il demeure muet sur ce qu'il voit et vit présentement en attendant une autre occasion spatiale ou temporelle pour dévoiler ses opinions sur l'actuel régime. Il s'agit là d'une attitude que l'on observe dans le comportement de certains informateurs : la valorisation du présent et la diabolisation du passé. Cette attitude est fonction de la position sociale ou politique présente ou de l'aspiration du narrateur.

En 1992, le président Mobutu arriva à Lubumbashi en plein conflit Katangais-Kasaïens. Aux « représentants » des Kasaïens du Katanga, membres du Mouvement populaire de la révolution, le président Mobutu se serait adressé à peu près en ces termes : « vous devez changer de comportement. Un proverbe ngbandi dit ceci : quand on va sur le soleil, il faut se comporter comme les habitants du soleil, quand on va sur la lune, il faut se comporter comme les habitants de la lune ». L'attitude apparente qu'affichaient les membres kasaïens du MPR était l'hypocrisie dans la mesure où ils ne pouvaient pas désapprouver la politique de division appliquée par leur leader charismatique Mobutu. Un enquêteur, Michel Ntambwe, se rappelle l'entretien qu'il eut successivement en août 1992 et en avril 2000 avec un originaire du Kasaï, ancien cadre du MPR à Lubumbashi :

Lorsque je suis arrivé chez Monsieur X, il me reçut sous un arbre. Il prenait sa bière car il faisait chaud. Après avoir échangé des banalités, je me décidai d'aborder le sujet de ma visite. Je lui dis que j'étais en dernière année à l'université et que je préparais mon mémoire de licence en histoire. Il me félicita et m'encouragea. Mais lorsque je lui dis que mon sujet portait sur le récent conflit Katangais-Kasaïens, il sursauta et me dit : « Ne me parlez pas de cette histoire. Vous et moi avons vécu ces événements. Pourquoi alors venir me poser ce genre de questions ? Et pourquoi seulement à moi et non aux autres ? ». Il marqua une pause, puis continua : « Nos frères doivent savoir s'adapter au milieu et s'y intégrer. Voilà. Laissez-moi en paix ». Je suis parti. Mais j'étais quand même content puisqu'il m'avait fourni, sans le vouloir ni le savoir, sa position, c'est-à-dire celle de son guide Mobutu.

Au mois d'avril 2000, alors que nous sortions du musée national de Lubumbashi, Monsieur X m'a déclaré :

Mobutu était un grand hypnotiseur. Il était informé de tout ce qui se passait entre nous. Il était capable de changer notre statut social en un clin d'œil. On pouvait devenir très riche le lendemain, on pouvait aussi tout perdre en un jour. Tout le monde surveillait tout le monde, une double surveillance. Lorsque quelqu'un venait poser des questions relatives à la politique ou au conflit comme tu l'avais fait, on le soupçonnait de venir tirer les vers du nez. Nous avions peur. Maintenant, tout cela appartient à l'histoire, au passé. Nous sommes redevenus libres de donner nos impressions. Nous n'allons quand même pas crier sur le toit des maisons, mais le dire à qui veut connaître notre point de vue, comme c'est le cas maintenant.

Dans la ville de Likasi, à l'occasion de la débaptisation et rebaptisation du marché central de la commune Kikula, une femme commerçante katangaise a déclaré :

Mobutu nous a opposés pour rien. Nous sommes tombés dans son piège, car nous nous considérons comme des ennemis et non comme des frères et sœurs. Nous nous sommes entretenus, nous avons vécu séparément. C'est pourquoi nos frères kasaiens ont créé leur marché Marlinza. Mais Mzee Kabila, le grand nationaliste, nous a réunis de nouveau. Notre président actuel, Joseph Kabila est opposé à toute politique séparatiste. Voilà pourquoi nous sommes là. Le marché Marlinza a été détruit car sa présence nous rappelait ce mauvais souvenir. Nos frères et sœurs kasaiens sont de nouveau avec nous dans ce marché de la commune Kikula que le maire de la ville vient de baptiser « Soko ya amani » (Marché de la paix).

L'informatrice nous rappelle, à travers ses déclarations, deux attitudes différentes liées à deux périodes de l'histoire. Sous le régime de Mobutu, les deux communautés se considéraient comme des ennemies, elles s'entretuaient et vivaient séparément. A l'avènement de Mzee Kabila et sous le régime de Joseph Kabila, les deux communautés revivent l'harmonie du passé ou tendent à harmoniser leurs rapports. Il est important de noter que certaines personnes préfèrent parler de leur propre histoire à la troisième personne du singulier ou du pluriel.

L'enquête sur le conflit s'était étendue aux deux provinces du Kasai Occidental et Oriental. L'entretien dans ces deux dernières entités n'a pas posé des problèmes en ce sens que les informateurs et informatrices s'exprimaient aisément, sans cacher leur identité. L'éloignement du lieu des incidents et donc de leurs bourreaux justifie en grande partie la facilité avec laquelle les refoulés kasaiens s'exprimaient par rapport à leurs 'frères' restés au Katanga.

Une mention spéciale doit être faite aussi du facteur temps qui a joué même dans la province du Katanga. A son avènement, le président Laurent Désiré Kabila a fait table rase de tous les partis politiques existants et les a remplacés par l'AFDL. Certains autres partis politiques avaient adhéré à l'AFDL et ont renié par ce fait même leur propre identité politique. L'époque des enquêtes (1998-1999) était propice aux critiques acerbes des idéologies des partis politiques interdits ou avalés par l'AFDL. Un enquêteur s'explique : « Notre mouvement est tombé comme tous les autres partis politiques à l'arrivée de l'AFDL avec Kabila comme chef suprême incontesté et incontournable. Et notre parti a adhéré au parti de Mzee Laurent Désiré Kabila ». L'actuel régime politique a été ainsi une occasion pour bon nombre d'informateurs katangais ou kasaiens ou autres de donner leur point de vue sur lesdits événements, étant donné que les gouvernants d'aujourd'hui ne partagent pas les mêmes idéaux que ceux d'hier.

Eu égard à tout ce qui précède, l'importance de la mémoire s'avère relative. Le désir de se rapprocher et de jouir des avantages du nouveau régime amène les gens à diaboliser

le régime politique déchu. Une enquête à passages répétés auprès d'un même informateur mettrait en exergue ce changement circonstanciel et permettrait de relativiser certains résultats d'enquêtes de terrain dans les pays où la liberté d'expression ne s'est pas encore solidement installée. Dans ce contexte, Valérie-Barbara Rosoux note : « la mémoire humaine ne se réfère pas au passé de manière neutre et objective, (...) elle ne peut être le reflet exact et parfait du passé, (...) les souvenirs ne sont pas littéralement conservés, mais plutôt reconstruits, remaniés en fonction des circonstances » (2001 : 452-453). Il en résulte un jeu alternatif d'ombre et de lumière qui rend malaisée l'appréhension du passé. Le présent s'en trouve aussi occulté.

Les problèmes rencontrés sur le terrain

Parfois, les enquêteurs sont confrontés à des refus de la part des informateurs et cela pour des raisons diverses. D'abord, la plupart des informateurs croient que l'enquêteur dispose de moyens financiers importants qu'il ne veut pas partager. Dans le même ordre d'idées, ils estiment que la publication des résultats de l'enquête profitera largement à l'auteur et non à l'informateur. Il faut donc partager, c'est-à-dire donner un pourboire pour pouvoir espérer une coopération de la part de l'informateur. Il est donc recommandé à l'enquêteur de se munir d'une certaine somme d'argent en vue de « motiver » éventuellement l'informateur. Un peu d'argent offert à un enfant pleurnichard (soit-disant pour son beignet) assurerait pour toute la famille son unique repas du jour.

Le pourboire dépanne un certain nombre de familles en situation de précarité et finit par devenir bénéfique dans la mesure où des liens d'amitié peuvent se nouer entre l'enquêteur et l'informateur. Claude Mwilambwe, un de nos enquêteurs, était ainsi devenu l'ami intime de feu Raphaël Makombo, son informateur, auquel il apportait quelques verres de riz. Lorsque, de son vivant, ce dernier le rencontrait, il ne cessait de lui dire, par exemple, « Tu vois, j'avais raison lorsque je t'avais dit ceci ou cela. Cela ne s'est-il pas produit ? ». Dans la mesure de ses possibilités, l'enquêteur lui donnait un peu d'argent pour « son transport ». Mais l'enquêteur évitera de donner l'impression de marchander l'information sous peine de récolter des médiocrités.

Une autre raison du refus est la peur de voir son nom cité dans la publication et d'être ainsi, plus tard, recherché par la police secrète ou par des individus se sentant lésés par la publication. Un travailleur de la Gécamines, originaire de la province du Kasai, déchu de ses fonctions, n'avait-il pas « remercié » Claude Mwilambwe, originaire du Katanga, pour « le travail abattu ». Selon notre informateur infortuné, son enquêteur avait été un espion à la solde des autorités katangaises de la Gécamines venu lui tirer les vers du nez. Il interprétait sa déchéance comme la conséquence de sa participation à l'enquête.

Quelquefois, devant l'insistance de l'enquêteur ou l'intervention d'un tiers, l'informateur qui, auparavant avait opposé un refus catégorique, finit par accepter de répondre aux questions de l'enquêteur. Claude Mwilambwe relate son expérience :

Mon informateur, originaire du Katanga comme moi-même, a d'abord opposé un refus catégorique à ma requête. Mais comme je tenais, compte tenu de son statut social au sein de la société katangaise, à avoir son avis sur le conflit qui avait opposé les Kasaiens aux Katangais, j'ai recouru aux services d'un ami de sa tribu. Il fallait à tout prix qu'il m'aide à le convaincre. Plus tard, se confiant à mon messenger, mon informateur dit : « Ton ami Claude m'a contacté pour lui fournir des renseignements relatifs au conflit Katangais-Kasaiens. J'ai refusé. Je suis Ruund et lui, Luba du Katanga. Tu sais, les Luba du Katanga et leur leader Kyungu

wa Ku Mwanza nous causent beaucoup d'ennuis. Après avoir chassé ensemble les originaires du Kasai des postes de responsabilité, les Luba du Katanga s'accaparent la part du lion dans le partage des richesses fixes. Ils se sont ainsi servis des autres Katangais pour satisfaire leurs appétits. C'est pourquoi je n'ai pas voulu répondre à ses questions. Mais, comme tu es venu plaider sa cause, j'accepte de le recevoir et de répondre à ses questions. Dans la vie, il faut être prudent. Ces gens-là nous ont roulés, il ne faut pas qu'ils rééditent leur exploit ». Je suis allé enfin rencontrer mon informateur. Il était détendu et a pu répondre à toutes mes questions.

La réaction des lecteurs des résultats de l'enquête

Toute étude scientifique est à la fois objective et subjective. Objective dans le sens où le chercheur voudrait reconstituer et réhabiliter la vérité, présenter les faits tels qu'ils se sont réellement déroulés. Mais il arrive que le chercheur lui-même analyse les faits à travers le prisme de son idéologie. Cela est d'autant plus vrai que les synthèses auxquelles il aboutit sont le plus souvent teintées d'une certaine coloration idéologique. Il en est de même pour tout lecteur doté de lunettes partisans. En octobre 1998, des bandes-cassettes contenant les interviews que les refoulés kasaïens nous avaient accordées dans les deux provinces du Kasai Occidental et Oriental nous ont été arrachées à la gare des chemins de fer de Lubumbashi par des agents de l'Agence nationale de renseignement (ANR), malgré la présentation de notre ordre de mission dûment signé par le recteur de l'Université de Lubumbashi. Ces agents nous avaient reproché de vouloir exhumer le conflit Katangais-Kasaïens et d'attiser de nouveau la haine et, partant, la division régionale au moment où le pays, agressé par ses voisins de l'Est, avait besoin de l'appui de toutes les forces vives nationales. Cet incident malheureux augure de la réaction de certains à la lecture des résultats de nos enquêtes.

La nature du produit à publier pose un problème d'ordre politique. C'est dire que les résultats des enquêtes doivent être légitimés par la population et le pouvoir en place. L'auteur a une liberté d'expression limitée l'empêchant de publier sans être inquiété par d'éventuelles représailles à son égard.

D'une part, l'auteur est considéré comme un ennemi des intérêts des enfants du Katanga par ceux et celles qui se croient être l'objet d'une critique acerbe. Pius Tshibanda wa Mwela Bujitu vit aujourd'hui en exil en Belgique pour avoir réalisé un film sur les conflits entre les Katangais et les Kasaïens du Katanga. La publication de cette œuvre n'avait pas plu aux autorités politiques provinciales katangaises de l'époque.

D'autre part, l'auteur risque d'être considéré comme un traître par les siens lorsque, par exemple, il met en relief les défauts de ses « frères », membres de l'Association de l'unité kasaïenne au Katanga ou lorsqu'il dénonce le caractère fragile et de façade de l'identité collective régionale affichée par les refoulés kasaïens. Un exemple : dans une lettre adressée aux autorités de la Société nationale du chemin de fer du Congo de la section de Kananga au Kasai Occidental, les refoulés originaires du Kasai Occidental s'opposent à tout transfert dans ce milieu de leurs « frères » refoulés luba du Kasai Oriental à cause de leur « mauvais caractère ».

Le handicap est dès lors considérable quant à la divulgation des résultats de la recherche dans le milieu où les enquêtes ont eu lieu. La préférence est alors de les voir publiés ailleurs, en Europe, par exemple, afin d'échapper à la censure arbitraire du pays d'origine de l'auteur. En Europe, la liberté d'expression est respectée et le produit de la recherche est essentiellement publié selon sa pertinence scientifique. La recherche de l'objectivité dans l'analyse des rapports sociaux entre Katangais et Kasaïens du Katanga,

mais aussi entre Kasaïens, met l'auteur dans une position fort délicate. Lu avec des lunettes idéologiques, l'auteur se trouve entre le marteau et l'enclume.

En guise de conclusion

L'histoire globale, soucieuse de sortir de son état problématique, se voit contrainte de recourir aux représentations, aux images, aux paroles et aux visions en vue de combler la coquille vide laissée par l'histoire officielle. La mémoire apporte cependant à cette dernière une dimension omise, négligée ou falsifiée. Les biographies des grands opérateurs congolais – politiques, économiques, sociaux, culturels et religieux – ayant marqué l'histoire coloniale et post coloniale du pays, l'histoire de la libération du Congo par les troupes de l'AFDL, la formation, l'organisation et le fonctionnement des réseaux sociaux dans les centres urbains, la réintégration et la réinsertion dans la province du Kasai des familles des travailleurs kasaïens expulsés de la province du Katanga ne sont possibles que grâce à la récolte de récits de vie et de témoignages oraux. Ici, la mémoire contribue largement à la connaissance de l'histoire immédiate. Son importance est cependant relative.

Dans le cas de la relecture des rapports entre les Katangais et les Kasaïens du Katanga, les témoignages constituent la source importante pour reconstituer le passé. Leur récolte exige des enquêtes sur le terrain et une méthodologie appropriée en vue d'aboutir à des résultats satisfaisants. L'absence de liberté d'expression constitue un handicap majeur dans la récolte de l'information. Les termes comme « enquête » ou « recherche » sont mal interprétés par monsieur-tout-le-monde qui croit avoir affaire à un *tifu-tifu*, c'est-à-dire un espion. C'est pourquoi les enquêteurs se présentent comme des étudiants en quête d'informations pour l'élaboration de leurs travaux de fin de cycle ou d'études. Le plus souvent, l'ordre de mission délivré par l'institution universitaire n'est exhibé qu'en cas d'extrême nécessité car le terme « mission » fait penser à l'Etat et donc à la politique.

Ces difficultés non seulement poussent les enquêteurs à recourir aux réseaux d'informateurs, souvent tributaires de l'ethnie, mais aussi justifient le caractère caméléon de beaucoup d'informateurs soucieux de ne pas réveiller le chat qui dort. L'abus dans ce contexte peut déboucher sur des résultats biaisés. Le conflit Katangais-Kasaïens appartient à ces thèmes délicats à traiter, car les résultats ne sauraient satisfaire les deux parties antagonistes.

Références bibliographiques

- ARCHIVES DU DÉPARTEMENT MEDICAL DE LA GECAMINES-LUBUMBASHI (ADM/GCM-L'SHI), 1945. *Rapport annuel*.
- BAKAJIKI BANJIKILA, 1997. *Epuration ethnique en Afrique : Les « Kasaiens » (Katanga 1961- Shaba 1992)*. Paris : L'Harmattan.
- DIBWE DIA MWEMBU, 1999. « L'épuration ethnique au Katanga et l'éthique du redressement des torts du passé », *Revue canadienne des études africaines*, 33 (2, 3), pp. 483-499.
- KANKONDE LUTEKE, Jean-Marie, 1997. *Massacres et déportation des Kasaiens au Katanga, Chronique d'une épuration ethnique programmée*. Saint-Géry : Pistes africaines.
- KAUMBA MUFWATA, A. et L. KALUMBA NGOY, 1995. *Le Katanga et la transition zaïroise : l'Eglise nous parle*. Lubumbashi.
- KAYEMBE KABEMBA, Emmanuel, 2000. « Epuration ethnique ou conflit entre les Luba : Mémoire, oubli et enjeux d'une véritable réconciliation au Katanga », communication présentée au colloque international *Memory and History : Remembering, Forgetting and Forgiving in the Life of the Nation and the Community*, Cape Town, 9-11 août 2000.
- MUTEBA KABEMBA NSUYA, 1976. « Migrations des travailleurs au Shaba dans l'entre-deux-guerres : témoignages des citoyens Kayembe (Oscar) et Kayuwa (Théodore) », *Likundoli, Archives et Documents*, 4 (2).
- MUYA BIA LUSHIKU LUMANA, 1985. *Les Baluba du Kasai et la crise congolaise (1959-1966)*. Lubumbashi.
- OMASOMBO TSHONDA, Jean (dir.), 1993. *Le Zaïre à l'épreuve de l'histoire immédiate*. Paris : Karthala.
- ROSOUX, Valérie-Barbara, 2001. « Poids et usages du passé dans les relations franco-algériennes », in *Annuaire français de relations internationales*, volume 2, pp. 451-465. Bruxelles.
- VANSINA, Jan, 1992. « Comment l'histoire se construit : la conquête du royaume kuba (1899-1900) », in G. THOVERON et Hughes LEGROS (éds), *Mélanges Pierre Salmon, I. Méthodologie et politique africaines*, Numéro spécial de la revue *Civilisations*, 40, pp. 41-49.